

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Nice : première analyse des mouvements d'opinion

1. Nous sommes sur un **tout autre scénario d'opinion qu'en janvier et novembre** ; nous ne pourrions pas avoir la même rhétorique.

- Il n'y a **plus du tout d'instinct ou d'appel à l'union nationale**, l'union sacrée, ou même aux principes ou aux valeurs républicaines. Les déclarations des politiques confortent d'ailleurs l'opinion (cf. Estrosi, Ciotti, Fillon, ...).

Il est même probable que nous soyons, à l'inverse, **attaqués au nom de cela** : les exhortations à l'unité nationale qui finalement étouffent la critique donc nous rendent vulnérables ; etc...

- De même, les objets qui nous servaient à construire une position forte et redonnaient un sentiment de souveraineté (l'état d'urgence, l'état de guerre, ...) **non seulement ne tiennent plus, mais se retournent**.

L'état d'urgence était déjà fragilisé depuis plusieurs semaines (à quoi servait-il si peuvent se perpétuer manifestations, casseurs et hooligans ?), il est maintenant démonétisé - à quoi s'ajoute l'incohérence de l'avoir retiré puis remis.

L'état de guerre, s'il conserve encore un tout petit peu de sens, a lui-aussi largement perdu de valeur explicative : trop de choses se sont déroulées qui paraissent aberrantes, incohérentes avec un état de guerre.

Il n'y a donc plus de cadrage, et un vrai risque que les gens partent dans tous les sens. C'est la fragilité essentielle, ce qu'il faut reposer d'abord.

2. **Les questions fondamentales se portent sur l'unité de la Nation, bien avant le respect des principes ou des valeurs républicaines** - qui ne sont que subordonnées au maintien de la Nation.

Ce qui préoccupe les gens n'est **pas l'attentat lui-même, mais les conséquences de l'attentat**, en particulier sur la possibilité de garder une cohésion entre les Français. Pour eux les terroristes visent non pas la terreur mais l'existence même de la Nation, ils veulent le délitement, l'implosion. Cela paraît assez clair à leurs yeux.

S'ils ont aussi peur, c'est justement parce qu'ils ont conscience qu'ils sont tout prêt d'y succomber. Y succomber collectivement, mais aussi individuellement : ce n'est pas une simple crainte du comportement des autres, mais aussi de la capacité à résister soi-même, à ne pas tomber dans le délitement qu'ils redoutent.

En schématisant :

- En janvier 2015, les gens *voulaient* se retrouver. Le sentiment d'unité était spontané, donc facile à utiliser et organiser.
- En novembre ce sentiment était nettement moins spontané, mais les gens s'étaient appuyés sur l'unité du système politique (Congrès) pour se conforter et y croire (du moins jusqu'à ce que les dissensions apparaissent - ce qui explique pourquoi l'incapacité à mener à bout la déchéance a été si mal prise).
- Là, ils pensent qu'ils ne *peuvent plus* se retrouver. **L'opinion sait qu'elle n'aura pas les ressources, ni les moyens, de retisser seuls cette unité; et elle voit que les politiques ne seront plus une aide. C'est ce qui lui fait peur.**

3. Je ne vois pas, a priori, d'autre voie que d'aller malgré tout fortement sur le terrain de l'unité pour **essayer de court-circuiter la pente qui est en train de se mettre en place.**

Il faut **trouver des objets ou des actes pour montrer que l'unité de la Nation n'est pas ontologiquement atteinte ; donc que les principes qui la fondent ne doivent pas être abandonnés.**

- Il peut y avoir des consultations des chefs de partis. Les gens n'en attendront sans doute pas beaucoup, mais cela peut rassurer un peu, et ce serait sans doute pire de ne pas le faire. En tout état de cause, ce que les gens verront ne seront pas les propositions formulées, mais le *principe* de la consultation. Il sera donc important de garder une **posture de dialogue et de disponibilité totale.**
- **Eviter les "appels à l'unité" s'ils paraissent désincarnés** ou sonnent comme des exhortations : ils seraient contreproductifs. Mieux vaut **utiliser la rhétorique inverse : des appels explicites à "ne pas succomber aux divisions ou aux dissensions" en désignant clairement "le piège".**

En substance : "ce que veulent les terroristes est exactement ce qui risque de se passer, il ne faut pas y tomber. Ce n'est pas le moment d'être divisés, car c'est précisément le piège qui nous est tendu. Il faudra avoir un débat et toutes les critiques sont légitimes, mais calmement, et d'une façon qui ne *mette pas en cause* l'unité de la Nation".

La seule façon d'éviter que des appels à l'unité ne soient vus comme une volonté de nous protéger nous-même, ou d'étouffer les questions donc de mettre en danger la Nation, est de **montrer que des critiques (ou une classe politique qui partirait dans tous les sens) sont plus dangereuses encore pour l'unité de la Nation.**

- Construire quelque chose sur le **sentiment "patriote"**, qui résiste mieux, et permet de sentir un "nous" plus efficacement que l'unité nationale en ce moment. Le symbole d'un attentat **le jour de la fête nationale** y aide.
- Insister sur des actes ou des mots qui permettent aux gens de **se retrouver eux-mêmes**, et pas uniquement dans le reflet d'une unité politique trop fragile. Peut-être **autour de la notion de "résistance" : résistance de ce que l'on est en tant que Nation, résistance indispensable de nos valeurs.**

Cela permet d'embrasser le **sentiment de désarroi des gens**, qu'il ne faut surtout pas paraître nier ou écarter (il est présent dans quasiment toutes les réactions, même chez les plus modérés) ; et peut fonder un **discours indispensable sur les limites du débat, alors que les gens sont manifestement prêts à remettre en cause à peu près tous les fondamentaux républicains** (liberté d'expression, de circulation, la tolérance à d'autres religions, ...).

En tout état de cause **il est clair que les exhortations simples aux valeurs ne passeront pas** : il n'y a plus de point d'appui suffisamment solides dans la plupart des têtes. Le plus opérant est peut-être d'utiliser les rhétoriques de lucidité, de vérité, des **appels explicites à "trouver le courage"** de ne pas transformer la République en autre chose, à **accepter que certaines valeurs** qui nous constituent **ne doivent pas** être remises en cause (et non pas ne *peuvent pas* : elles le peuvent aux yeux des gens), que **le tout-sécuritaire ne suffira pas.**

Ce qui implique pour être entendu de **conserver une crédibilité**, qui passe sans doute par des gestes rapides - engagement d'actions sur un champ de domaines qui dépasse le sécuritaire ?

Adrien ABECASSIS